



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 24 SEPTEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quinze le vingt quatre septembre à dix huit heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

Objet de la délibération:
**CDAD du Var -
Programme
d'activités et
annexe financière
2016/2018**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉS :

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Yves BACQUET, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Jutta AUGUIN pouvoir à André MENET, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOIS, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Thierry PESCE pouvoir à Régis ROUX, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENTS :

Gilbert BOUZEREAU, Florence LEROUX, Sandrine MARY-BOUZEREAU

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le 22/10/2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 22/10/2015

La Communauté d'Agglomération Dracénoise est partenaire du Groupement d'Intérêt Public « Conseil Départemental d'Accès au Droit » (CDAD) depuis le 8 décembre 2009 à la suite de la création du Point d'Accès au Droit (PAD) de Draguignan.

A ce titre, le CDAD, dont le siège est situé à Toulon, apporte ses services à travers plusieurs actions :

- organisation des permanences d'huissiers, de notaires et d'avocats,
- diffusion de plaquettes d'information et de guides pratiques, site internet,
- soutien logistique et veille juridique,
- harmonisation des pratiques et échanges entre PAD du département,
- coordination des initiatives,
- mise en commun d'un suivi statistique et d'évaluation,
- organisation de forums, conférences et ateliers,
- formation de l'agent d'accueil communautaire.

Le CDAD comprend les membres de droit suivants:

- l'Etat, représenté par le Préfet du département du Var et par le président du Tribunal de Grande Instance de Toulon,
- le département du Var, représenté par le président du Conseil départemental,
- l'Association départementale des maires du Var, représentée par son président,
- l'ordre des avocats du barreau de Toulon, représenté par son bâtonnier,
- la caisse des règlements pécuniaires du barreau de Toulon, représentée par son président,
- la chambre départementale des huissiers de justice du Var, représenté par son président,
- la chambre départementale des notaires du Var, représentée par son président,
- l'Association d'Aide aux Victimes d'Infractions du Var, représentée par son président.

ainsi que les membres associés avec voix délibérative suivants :

- la région Provence Alpes Côte-d'Azur,
- l'ordre des avocats du barreau de Draguignan représentée par son bâtonnier,
- la chambre de commerce et d'industrie du Var,
- plusieurs communes importantes du Var, telles que Toulon, la Seyne-sur-Mer, Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, Brignoles, Fréjus et Hyères-les-Palmiers,
- la Communauté d'Agglomération Dracénoise,
- le Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles du Var (CIDFF).

Par délibération du 15 novembre 2012, le Conseil d'agglomération a voté le renouvellement de la convention et l'attribution à cet organisme d'une subvention de 3 000 € par an pour une durée de trois ans.

Lors de son assemblée générale du 19 mai dernier, le CDAD a proposé à ses membres d'adopter les termes de la nouvelle annexe financière ainsi que son programme d'activités pour les années 2016 à 2018 (annexe ci-jointe) et le renouvellement, pour la même durée, du versement d'une subvention de 3 000 € par an.

Le programme d'activités poursuit et amplifie les actions décrites plus haut, notamment en direction des jeunes, des personnes âgées et de toutes personnes en situation de précarité.

En conséquence et au vu de l'avis de la Commission Politique de la Ville en date du 10 septembre 2015, il est proposé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- approuver les termes de l'annexe financière à la convention constitutive du CDAD du Var et le programme prévisionnel d'activités pour les années 2016, 2017 et 2018, joints en annexe ;
- approuver le versement d'une subvention de 3 000 € par an pour les années 2016, 2017 et 2018 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tous actes et documents relatifs à la présente délibération.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 24 septembre 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.

Transmis le : ...27.12.2015...

au Représentant de l'Etat
conformément aux dispositions
de la loi du 21.12.1982

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ACCÈS AU DROIT DU VAR

PROGRAMME PREVISIONNEL D'ACTIVITE 2016/2018

L'annexe financière de la convention constitutive s'inscrit dans le cadre général régi par les articles 54 et suivants de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique modifiée par la loi n° 98-1163 du 18 décembre 1998 relative à l'accès au droit et à la résolution amiable des conflits, les articles 141 et suivants du décret n° 91-1266 du 19 décembre 1991, modifié par le décret n° 2000-344 du 19 avril 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil national de l'aide juridique et des conseils départementaux de l'accès au droit, par la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, par le décret n° 2012-91 du 26 janvier 2012 relatif aux groupements d'intérêt public et l'arrêté du premier ministre du 23 mars 2012.

Conformément à ces textes, l'annexe financière ainsi que le programme d'activité concernent une prévision pour les années 2016 à 2018.

PROGRAMME D'ACTIVITE POUR LES TROIS ANS A VENIR

Le Conseil Départemental de l'Accès au Droit du Var a pour principale mission de mettre en œuvre la politique publique d'accès au droit sur le département du VAR.. Depuis sa création en septembre 2000, le Groupement d'Intérêt Public a initié et développé un certain nombre d'actions tout en restant réactif et à l'écoute des besoins de la population varoise.

Pour les trois années à venir, outre la poursuite et la continuité des actions entreprises depuis plusieurs années, certains projets pourront être mis en œuvre à condition que le montant des subventions attendues soit à la hauteur des financements envisagés.

➤ Activités déjà prévues, à poursuivre et à pérenniser pour les années N+1, N+2 et N+3

1) Poursuite et pérennité des actions menées par le CDAD du Var:

A) Mise en place et renforcement du maillage territorial en matière de permanences juridiques gratuites :

Sur le département du Var, 138 permanences mensuelles sont réalisées dans 30 lieux sur l'aire toulonnaise et 21 lieux sur l'aire dracénoise, soit 51 lieux d'accès au droit au total.

Durant l'année 2013, l'antenne de justice de Brignoles a été transformée en point d'accès au droit.

Le CDAD du Var a souhaité orienter la politique d'accès au droit en 2014 vers le développement des permanences en droit du travail sur les communes de Toulon (permanence mensuelle), Fréjus et Draguignan(en alternance un mois sur deux). La demande de consultation concernant ce domaine d'intervention étant en effet en constante augmentation. En 2015, le développement des permanences consistera à organiser une permanence mensuelle à Fréjus, à Draguignan et à La Seyne sur Mer. En 2016, 2017 et 2018, des permanences spécialisées en droit du travail seront organisées dans d'autres communes en fonction des besoins.

Dans le cadre de son partenariat avec les Restaurants du Cœur, en 2015, une permanence juridique sera mise en place à titre expérimental et à la demande au sein du centre de distribution de Salernes, justifiée par les difficultés de transport, rencontrées par les bénéficiaires pour se rendre à la permanence de droit commun la plus proche, à savoir Draguignan. En 2016, 2017 et 2018, la fréquence de cette permanence sera ajustée aux besoins des bénéficiaires de cette association.

Grâce à l'évaluation régulière des lieux de consultations (statistiques rendues par les professionnels du droit qui tiennent les permanences juridiques gratuites et questionnaires de satisfaction remplis par les agents des lieux de consultation), le CDAD souhaite toujours assurer, favoriser et développer un accès au droit le plus large et le plus adapté aux besoins des habitants du Var. Le taux de remplissage des permanences juridiques sur l'ensemble du territoire du Var a dépassé en 2014 le nombre de 8 usagers par permanence. Ce taux est important et témoigne de l'importance du travail de communication effectué par le CDAD via les plaquettes d'information, le guide pratique de l'accès au droit et le site internet notamment.

B) Soutien et coordination des structures d'accès au droit du Var:

- **Le Point d'Accès au Droit du Centre Pénitentiaire de Toulon/La Farlède**
- **Le Point d'Accès au Droit de Fréjus**
- **Le Point d'Accès au Droit de la Dracénie**
- **Le Point d'Accès au Droit de Hyères les Palmiers**
- **Le Point d'Accès au Droit de Brignoles**
- **L'Antenne de Justice de Saint Maximin la Sainte Baume**

• Coordination du réseau des Structures d'Accès au Droit du Var:

La mise en réseau des dispositifs d'accès au droit répond à un besoin de coordination et de concertation entre professionnels appartenant à un même territoire. Il s'agit d'apporter un soutien logistique au fonctionnement des structures. Il convient également d'harmoniser les pratiques sur le terrain et de susciter des échanges entre ces dispositifs. L'animation de ce réseau par le CDAD du Var passe par la diffusion régulière d'une veille juridique et par diverses informations de pratique juridique et de procédure réalisées par le secrétariat général du CDAD.

Ce travail en réseau est la clé de voûte du développement de la politique publique de l'accès au droit dans le département. La recherche d'une cohérence dans le fonctionnement des dispositifs, la richesse produite par les échanges, la collaboration active des membres à la préparation d'un projet commun, la coordination des initiatives, la formation continue des acteurs de terrain, la diffusion la plus large de l'information et la mise en commun d'un suivi statistique et d'évaluation sont autant de paramètres apportant une réelle valeur ajoutée aux actions mises en œuvre.

C) Poursuite des dispositifs d'accès au droit en faveur des publics ciblés :

Le CDAD poursuit ses actions spécifiques auprès des jeunes et personnes âgées et a mis en place entre 2012 et 2014 une coordination associative intervenant en faveur de l'accès au droit des personnes d'origine étrangère ou issues de l'immigration dans l'objectif d'une labellisation de ces associations. Le CDAD a signé également un partenariat avec les Restaurants du Cœur pour les bénévoles intervenants auprès des publics les plus défavorisés. Ces deux nouvelles actions vont être pérennisées dans les trois années à venir.

• Le dispositif d'accès au droit en faveur des Jeunes :

Le dispositif d'accès au droit en faveur des jeunes, lancé en 2008, se décompose en 4 types d'actions :

- l'action de sensibilisation des élèves à la Justice, par l'accompagnement de ceux-ci à une audience du tribunal correctionnel ou à session de Cour d'assises sur Draguignan et par l'intervention de professionnels du droit dans les établissements scolaires
- l'organisation de Forum de la Justice et de l'Accès au Droit sur le territoire, en partenariat avec l'Education Nationale, à raison d'une édition par an. Les communes destinées à accueillir ce forum sont : Saint Maximin, Toulon, Draguignan.

- la participation à diverses manifestations organisées par les établissements scolaires ainsi que les acteurs intervenant auprès des jeunes, que ce soit sous forme de tenue d'un stand, d'intervention sur des thèmes précis ou encore de débats, tables rondes etc...
- l'actualisation et l'élaboration de contenus adaptés au jeune public sur le site du CDAD « Dimension Jeunesse »

➤ **L'action en faveur des personnes âgées:**

Le dispositif créé en 2008 destiné à favoriser l'accès au droit des personnes âgées isolées par l'instauration d'un Bureau Juridique Spécialisé réunissant plusieurs professionnels du droit, de la santé et du social pour échanger sur des situations dites "complexes", a été mis en veille et peut être réactivé à la demande de tout travailleur social qui en éprouverait le besoin.

Cette action s'est orientée vers l'organisation de conférences à destination des seniors et des acteurs médico-sociaux. Le CDAD constitue une interface avec les juges des tutelles : un magistrat « correspondant » intervient lors de ces conférences ainsi qu'un notaire et un avocat. Le CDAD du Var participe chaque année à la semaine bleue par la mise en œuvre d'un stand d'accès au droit et la présence d'avocats au sein des stands permet d'optimiser la communication sur l'action du CDAD. En février 2014, le CDAD du Var a signé une convention avec le Tribunal d'instance et l'association UDAF afin de favoriser l'information et le soutien des tuteurs familiaux. Une permanence de cette association au sein du tribunal d'instance de Toulon est mise en place en 2015 et sera poursuivie pour les années 2016, 2017 et 2018.

➤ **Activités nouvelles depuis les années 2014/2015 et pour les années N+1, N+2 et N+3**

1) Développement de la Communication du CDAD du VAR:

➤ **Actualisation du site internet du CDAD et poursuite du Forum Juridique**

➤ **Réédition et actualisation des brochures d'Accès au Droit:**

Chaque année, le CDAD fait éditer une plaquette de format type A4 répertoriant les lieux, la fréquence et les horaires des consultations juridiques gratuites mises en place dans le Var. Cette brochure est distribuée dans toutes les juridictions du Var, les MJD, les antennes de Justice et dans toutes les communes. Une réédition annuelle, à 2000 exemplaires, permettant ainsi une meilleure actualisation plus fréquemment est envisagée.

Par ailleurs, le CDAD du Var a créé en 2006 et 2008 et conceptualisé le **guide pratique d'accès au droit dans le Var**. Classées par thèmes (social-famille-enfance, consommation, santé, finances, travail etc..), les coordonnées des juridictions, administrations et associations œuvrant en matière d'Accès au Droit y sont répertoriées.

Ces imprimés ont fait l'objet d'une réédition en 2013, il sera envisagé de pouvoir lancer une nouvelle édition actualisée en 2015. Ensuite, il y aura seulement une version dématérialisée.

➤ L'organisation de manifestation par le CDAD du Var : forum, journées d'information, colloques et autres conférences :

Afin de valoriser ses actions, tant auprès de ses partenaires qu'auprès de la population varoise, le CDAD du Var se propose d'organiser ou de participer, chaque année, à des manifestations.

II) Pérénnisation des actions en faveur de publics ciblés :

➤ Mise en place des Ateliers d'accès au droit sur le territoire du Var

➤ Action en matière d'Accès au Droit des étrangers:

Cette action a débuté à titre expérimental en 2012, à la suite d'un recensement des besoins et d'un état des lieux menés au cours de l'année 2011 : il était proposé de mener une action pouvant s'articuler autour de trois axes :

- Un accompagnement pour l'animation et la coordination du réseau associatif existant
- Une aide à la mise en place d'un Label « Accès au Droit des Etrangers »:
- Une offre de formation

Les réunions de coordination réunissant les 5 principales associations intervenant en droit des étrangers sur le territoire ont permis d'une part de confirmer la nécessité de réactiver le réseau des acteurs locaux, par l'animation proposée par le CDAD et Espace, dont la convention de partenariat a été signée en 2013 et d'autre part de réunir les acteurs institutionnels et associatifs dans un objectif de cohérence de l'action et des financements.

Un calendrier des formations a été établi et transmis au CDAD pour l'année 2015.

La coordination associative, animée par l'association Espace, a été développée en 2014 et devrait se poursuivre en 2015, avec un passage de relais au CDAD concernant l'animation.

Par ailleurs, un partenariat avec l'UFR de Toulon organisant une formation spécifique en droit des étrangers devra être développé avec les associations de la coordination associative.

➤ Action d'accès au droit en faveur des personnes en situation de précarité :

A la suite d'un état des lieux de l'accès au droit des personnes en situation précaire dans le Var, réalisé au cours de la campagne de l'année 2011-2012, il a été constaté qu'un besoin en matière d'information et de conseil juridique existant, auquel, le CDAD du VAR souhaitait répondre par la mise en place d'une action spécifique destinée à favoriser l'accès au droit des personnes en situation de précarité. Cette action s'est concrétisée en 2013 par la signature d'une convention avec « les Restaurants du Cœur ». Le CDAD du Var participe annuellement à la réunion de fin de campagne des bénévoles Référents Accès au Droit, et organise la réunion de début de campagne dont le thème et l'intervenant sont décidé en fonction de l'évaluation des besoins de la campagne précédente, dans un souci d'amélioration des orientations et d'approfondissement des connaissances des Référents Accès au Droit. Enfin, tout au long de l'année le CDAD est en contact direct avec les Resto du Cœur, dont la responsable est chargée de centraliser les demandes concernant les situations complexes rencontrées par les bénéficiaires des Restos du Cœur et de les soumettre à la secrétaire générale adjointe pour trouver une solution et/ou le meilleur interlocuteur au sein de la Justice et des auxiliaires du droit.

➤ Mise en place de médiation familiale au sein du tribunal de grande instance de Toulon

Fin 2014, trois conventions ont été signées avec trois associations familiales, l'Ecole des Parents et des Educateurs, l'ADSEAV et la Médiation Var famille pour un coût total de 18.000 € afin de tenir des médiations au sein du palais de justice de Toulon. Ces médiations ont commencé le 1^{er} janvier 2015, un premier bilan sera effectué à la fin du 1^{er} semestre 2015 et en fin d'année 2015. Ces médiations seront vraisemblablement pérennisées pour les trois années à venir, mais ne pourront plus être financées par le CDAD. En effet, si le CDAD a accepté de financer le démarrage il ne pourra en

assurer la continuité sauf à trouver une source de financement spécifique à cette action ou de voir les subventions des partenaires actuels augmenter.

➤ **Activités nouvelles pour l'année N+1, N+2, N+3**

1) Renouvellement et création de nouveaux moyens techniques :

➤ **Renouvellement du matériel informatique du CDAD du Var :**

Le matériel informatique du CDAD datant de 2005-2006, il est envisagé de le renouveler, notamment l'ordinateur et l'imprimante de la secrétaire.

➤ **Accès au droit et discriminations**

Une nouvelle édition de l'action « droit au cœur » (scénettes relatives aux discriminations élaborées par des collégiens et lycéens) à laquelle participera le CDAD qui financera un olivier pour la classe la plus méritant.

Enfin, l'organisation d'un séminaire sur les discriminations en juin 2015, devrait aboutir à terme à créer et organiser le réseau de l'accès au droit et de lutte contre les discriminations avec notamment la poursuite du développement des permanences des délégués du Défenseur des Droits en fonction des besoins recensés.

➤ **Projet de développement de l'aide aux victimes dans le cadre de la justice du 21^{ème} siècle**

II -a) APPORTS FINANCIERS PREVISIONNELS EN NUMERAIRE OU EN NATURE DES MEMBRES DE DROIT DU GROUPEMENT POUR LES 3 ANS A VENIR

➤ Renseigner pour les années N+1, N+2, N+3

	Année N+1 : 2016	Année N+2 : 2017	Année N+3 : 2018
ETAT			
Ministère de la Justice			
Participation financière : Subvention de	85 000	90 000	90 000
Participation en nature :			
- traitement du Greffier en chef mis à disposition	30.000	30.000	30.000
- locaux et fournitures de bureau (évaluation)	3 000	3 000	3 000
Soit un total de	118 000	123000	123 000
Préfecture du Var			
Participation financière au titre du FIPD	8000 (sous réserve de délégation de crédits)	8000 (sous réserve de délégation de crédits)	8000 (sous réserve de délégation de crédits)
Subvention de			
CONSEIL REGIONAL PACA			
Participation financière : Subvention de	40 000	40 000	40 000
CONSEIL DEPARTEMENTAL du Var			
Participation financière : Subvention de	14 000	14 000	14 000
ASSOCIATION DES MAIRES DU VAR			
Participation financière : Subvention de	1 700	1 700	1 700
BARREAU DE TOULON et CARPA			
Participation financière : Subvention de	21 000	21 000	21 000
Participation en nature : Consultations annuelles 1/6 du volume global des consultations pris en charge	24000	24000	24000
Soit un total de	45 000	45 000	45 000

CHAMBRE DEPARTEMENTALE DES HUISSIERS DE JUSTICE DU VAR			
Participation financière : Subvention de	3000	3000	3000
Participation en nature : Consultations annuelles 1/6 du volume global des consultations pris en charge	460	460	460
Soit un total de	3460	3460	3460
CHAMBRE DEPARTEMENTALE DES NOTAIRES DU VAR			
Participation en nature : Consultations annuelles	9500	9 500	9 500
ASSOCIATION : AAVIV			
Participation financière : Subvention de	100	100	100

II-b) APPORTS FINANCIERS EN NUMERAIRE OU EN NATURE DES MEMBRES ASSOCIES (AUTRES QUE LES MEMBRES DE DROIT)

	2016	2017	2018
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR			
Participation financière : Subvention de	2000	2 000	2 000
VILLE DE TOULON			
Participation financière : Subvention de	6 000	6 000	6 000
VILLE DE LA SEYNE			
Participation financière : Subvention de	2 000	2 000	2 000
VILLE DE HYERES les Palmiers			
Participation financière : Subvention de	30 000	30 000	30 000
VILLE DE FREJUS			
Participation financière : Subvention de	12 000	12 000	12 000
VILLE DE BRIGNOLES			
Participation financière : Subvention de	7 000	7 000	7 000
VILLE DE SAINT MAXIMIN la Sainte Baume			
Participation financière : Subvention de	7 000	7 000	7 000
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA DRACENIE			
Participation financière : Subvention de	3 000	3 000	3 000
BARREAU DE DRAGUIGNAN			
Participation financière : Subvention de	9000	9000	9000
Participation en nature : Consultations annuelles 1/6 du volume global des consultations pris en charge	11 000	11 000	11 000
ASSOCIATION CIDFF			
Participation financière : Subvention de	100	100	100

III – COMPTES PREVISIONNELS POUR LES TROIS ANS A VENIR

- Année N+1
- Année N+2
- Année N+3

1ère SECTION - FONCTIONNEMENT

6 - COMPTES DE CHARGES

NUMEROS ET LIBELLES DES CHAPITRES		2016	2017	2018
60	ACHATS	4 500,00	3 500,00	3 500,00
6063	Fournitures d'entretien et petit équipement	2 000,00	1 000,00	1000,00
6064	Fournitures administratives	2 500,00	2 500,00	1 500,00
61	ACHATS DE SOUS-TRAITANCE ET SERVICES EXTERIEURS	5000,00	6000,00	6000,00
6156	Travaux d'entretien et de réparations – logiciel CERIG, maintenance de celui-ci et site internet	3300,00	3300,00	3300,00
616	Primes d'assurance CDAD	700	700	700
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences, Forum (dépenses liées aux Actions)	1000,00	2000,00	2000,00
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	213700	217700	219700
626	Abonnement internet ORANGE			
6226	Honoraires : Consultations juridiques généralistes	600 200000	600 204000	600 206000
6228	Accès au droit des étrangers : ESPACE	8 400	8 400	8 400
6236	Catalogues et imprimés	3000,00	3000,00	3000,00
	- Plaquettes diverses	1500,00	1500,00	1500,00
	- réédition guide pratique	0,00	00,00	0,00
	- Divers PAD Pénitentiaire	1500,00	1500,00	1500,00
6251	Frais de déplacement du personnel	1500	1500	1700
6288	Services extérieurs	100	100	100,00
6257	Réception	100,00	100,00	100,00
63	IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	6930,00	7070,00	7210,00
6311	Taxe sur les salaires	6500,00	6620,00	6740,00
6311	Participation Formation Professionnelle Continue	430	450	470
64	CHARGES DE PERSONNEL	104900	106850	109080
641	Rémunération du personnel			
6411	salaire et traitement	73000,00	74500,00	76030,00
645	Charges de sécurité sociale et de prévoyance	29 000,00	29450,00	30150,00
6451	Cotisation à l'URSSAF	21 650,00	22070,00	22500,00
6453	Cotisation IRCANTEC	2 700,00	2755,00	2825,00
6454	Cotisation ASSEDIC	4 650,00	4725,00	4825,00
646	rémunération du comptable	2 400,00	2 400,00	2 400,00
648	Autres charges de personnel « aide aux transports »	500,00	500,00	500,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0,00	0,00	0,00
6583	Charges de gestion provenant de l'annulation d'ordres de recettes des exercices antérieurs	0	0,00	0,00

67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1800,00	1800,00	1800,00
6715	Indemnisation des permanences du CIDFF (PAD Fréjus)	1800	1800	1800
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	1200,00	1 100,00	1 100,00
6811	Immobilisations incorporelles			
6812	Immobilisations corporelles			
	TOTAL	338030,00	344020,00	348390,00

7 - COMPTES DE PRODUITS

NUMEROS ET LIBELLES DES CHAPITRES		2016	2017	2018
741	Etat	96500,00	101500,00	101500,00
	Subvention de fonctionnement Ministère de tutelle (justice)	85 000,00	90 000,00	90 000,00
	Préfecture	8000,00	8000,00	8000,00
	SADJAV	3500,00	3500,00	3500,00
744	Collectivités publiques	203130	204220	208590
	- Conseil Régional	40 000,00	40 000,00	40 000,00
	- Conseil Départemental	14 000,00	14 000,00	14 000,00
	- Communauté d'Agglomération	3000,00	3000,00	3000,00
	- Communes et Contrat de ville Toulon	146130,00	147220,00	151590,00
748	Autres subventions d'exploitation	37200,00	37200,00	37200,00
	Ordres professionnels juridiques	33000,00	33000,00	33000,00
	- CARSADRA des Avocats de Toulon	21 000,00	21 000,00	21 000,00
	- CARSADRA+ Ordre des Avocats de Draguignan	9 000,00	9 000,00	9 000,00
	- Chambre des Huissiers	3 000,00	3 000,00	3 000,00
	CCI du VAR	2 000,00	2 000,00	2000,00
	Associations	2200,00	2 200,00	2 200,00
	- Association des Maires du Var	1 700,00	1 700,00	1 700,00
	- Association des maires ruraux	300,00	300,00	300,00
	- AAVIV	100,00	100,00	100,00
	- CIDFF	100,00	100,00	100,00
	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			
74		336830,00	342920,00	347290,00

78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1200	1100	1100
	Reprises sur amortissements et provisions			
7811	Prélèvement Fonds de roulement	1200	1100	1100
	TOTAL	338030,00	344020,00	348390,00

Fait à Toulon, le
En 24 exemplaires de 8 pages,
Suivent les signatures des membres ou de leur représentant NOM et PRENOM habilités de
chacun des membres. (Pouvoir joint)

Le préfet du Var,
Pierre SOUBELET

Le président du tribunal de grande
instance de Toulon
François RACHOU

Le président du Conseil Départemental du Var
Marc GIRAUD

Le président de l'association départementale
des maires du Var
Jean-Pierre VERAN

Le bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de
Toulon
François COUTELIER

Le président de la caisse des règlements
pécuniaires du barreau de Toulon
Michel CLEMENT

Le président de la chambre départementale
des huissiers de justice du Var
Bernard BABAU

Le président de la chambre départementale
des notaires du Var
Rémi CLAUDOT

La présidente de l'association d'aide
aux victimes d'infractions du Var,
Dominique MARTIN

Le bâtonnier de l'ordre des avocats du
barreau de Draguignan,
Lionel ESCOFFIER

Le président de la chambre de commerce et
d'industrie du Var
Jacques BIANCHI

Le maire de Toulon,
Hubert FALCO

Le maire de la Seyne sur Mer,
Marc VUILLEMOT

Le maire d'Hyères-les-Palmiers,
Jean-Pierre GIRAN

Le maire de Fréjus
David RACHLINE

Le maire de Saint Maximin la Sainte Baume
Christine LANFRANCHI-DORGAL

Le maire de Brignoles
Josette PONS

La présidente du centre d'information sur les
droits des femmes et des familles du Var
Claudine RICHARD

Le Président de la Communauté d'agglomération
de la Dracénie
Olivier AUDIBERT-TROIN

Le Président de La Région Provence Alpes
Côte d'Azur
Michel VAUZELLE